

SUEUR (Jean-Pierre)

*Député du Loiret
(1^{re} circonscription)
Socialiste*

Elu le 12 juin 1988.

L'Assemblée prend acte de son élection [23 juin 1988] (p. 335).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 24 juin 1988] (p. 8341).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 juin 1988] (p. 8395).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 20 juillet 1988] (p. 9411).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1989 (n° 160) (recherche et technologie) [19 octobre 1988] (p. 1046).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion (n° 146) [J.O. du 10 novembre 1988] (p. 14131).

Président de cette commission [J.O. du 11 novembre 1988] (p. 14198).

Membre du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [J.O. du 21 décembre 1988] (p. 16010).

DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 3) modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à la **rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** et prorogeant les **exonérations de cotisations de sécurité sociale liées aux contrats de qualification (n° 33)** [30 juin 1988].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1989 (n° 160)**, tome VIII : **recherche et technologie (n° 295)** [13 octobre 1988].

Proposition de loi tendant à lier la procédure de **délivrance du permis de construire** à celle des **autorisations d'exploitation d'installation classée (n° 469)** [14 décembre 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

- **Relations entre l'Etat et le mouvement sportif** : surestimation des gains du Fonds national pour le développement du sport [23 novembre 1988] (p. 2672).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle et prorogeant les exonérations de cotisations de Sécurité sociale liées aux contrats de qualification (n° 3).**

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [1^{er} juillet 1988] :

Contrat de qualification (p. 426).

Crédit formation (p. 427).

Formation professionnelle (p. 427)

Formation (révision du dispositif de) (p. 427).

Rémunération des stagiaires (p. 426).

Discussion des articles [1^{er} juillet 1988] :

Article 2 (régime des exonérations de charges sociales liées aux contrats de qualification) : contre l'amendement n° 1 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 432).

- **Projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion (n° 146).**

Première lecture, avant la discussion des articles [5 octobre 1988] :

Notion de revenu minimum :

- exigence de solidarité et droit à un revenu minimum (p. 693).

Insertion des personnes en situation de pauvreté :

- liens entre allocation et insertion (p. 693, 694).

Discussion des articles [10, 11 et 12 octobre 1988] :

Titre II : Allocation de revenu minimum d'insertion.

Chapitre III : Décision d'octroi de l'allocation et engagement de l'allocataire.

Article 10 (rôle et composition des commissions locales d'insertion) : ses observations sur l'amendement n° 238 corrigé de M. Hervé de Charette (allocation étant attribuée par la commission locale d'insertion) (p. 752).

Article 16 (période de versement) : contre l'amendement n° 242 de M. Hervé de Charette (délai minimal devant s'écouler entre la suspension du versement et le dépôt d'une nouvelle demande) (p. 780) ; pour l'amendement n° 134 rectifié du Gouvernement (modalités de suspension de l'allocation) (p. 780) ; pour le sous-amendement n° 265 de la commission (possibilité de réviser le contrat d'insertion si celui-ci n'est pas respecté) à l'amendement n° 134 rectifié du Gouvernement (modalités de suspension de l'allocation) (p. 780) ; son amendement n° 159 (p. 782) ; devenu sans objet (p. 782).

Chapitre IV : Versement de l'allocation.

Article 22 (réduction ou suspension de l'allocation liée à l'admission dans un établissement) : ses observations (p. 806, 807) ; situation des personnes admises dans un centre d'hébergement (p. 806, 807).

Titre III : Actions d'insertion sociale et professionnelle.

Article 30 (composition du conseil départemental d'insertion) : ses observations (p. 822, 823) ; insertion sociale et professionnelle (p. 822, 823).

Après l'article 10 (amendement précédemment réservé) : ses observations sur le sous-amendement n° 177 de M. Adrien Zeller (calendrier des activités d'insertion) à l'amendement n° 62 de la commission (caractéristiques du contrat d'insertion) (p. 829) ; expériences d'insertion menées par les collectivités locales (p. 829).

Titre V : Dispositions finales.

Avant l'article 46 : ses observations sur l'amendement n° 80 de la commission (institution d'un médiateur chargé d'arbitrer les litiges résultant de l'application de la loi) (p. 870).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [21 novembre 1988] :

Notion de revenu minimum :

- exigence de solidarité et droit à un revenu minimum (p. 2622).

Bénéficiaires de l'allocation différentielle :

- étrangers (p. 2592).

Insertion des personnes en situation de pauvreté :

- allocation et insertion (liens entre) (p. 2592) ;

- bénéficiaire (possibilité pour le- de travailler en entreprise) (p. 2592).

Discussion des articles :

Article 30 A (composition, nombre et ressort des commissions) : contre le sous-amendement n° 85 de M. Jean-Yves Chamard (composition de la commission) (p. 2613).

Explications de vote :

Notion de revenu minimum :

- exigence de solidarité et droit à un revenu minimum (p. 2622).

Bénéficiaires de l'allocation différentielle :

- étrangers (p. 2622).

Insertion des personnes en situation de pauvreté :

- liens entre allocation et insertion (p. 2622).

Vote pour du groupe socialiste (p. 3632).

Troisième lecture, explications de vote [30 novembre 1988] :

Etrangers (possibilité pour les- d'être bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) (p. 2897).

Vote pour du groupe socialiste (p. 2897).

- **Projet de loi de finances pour 1989 (n° 160).**

Première lecture, première partie, discussion des articles [20 et 21 octobre 1988] :

Titre 1^{er} : Dispositions relatives aux ressources.

I. - Impôts et revenus autorisés.

B. - Mesures fiscales.

f) *Mesures diverses.*

Après l'article 24 : soutient l'amendement n° 130 rectifié de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (lycées et collèges- fonds de compensation pour les dépenses exposées en vue de leur équipement matériel) (p. 1258) : retiré (p. 1259).

a) *Mesures en faveur des ménages.*

Article 6 précédemment réservé (*réduction de taux de la taxe sur la valeur ajoutée*) : pour (p. 1269).

Harmonisation européenne et déclarations de M. Michel Rocard (p. 1269).

Deuxième partie :

Postes, télécommunications et espace. - Questions [4 novembre 1988] :

Chèques postaux (p. 1748).

Condition de travail des agents des P. et T. (p. 1746).

« Filialisation » (p. 1749).

Services financiers de la poste (p. 1747).

Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement scolaire. - Enseignement technique. - Examen des fascicules [7 novembre 1988] :

Concertation sur les problèmes de l'enseignement (p. 1852).

Crédits : montant et répartition (p. 1852).

Enseignants :

- condition enseignante (revalorisation de la) (p. 1852) ;
- emplois de professeurs (création d' - et crise du recrutement) (p. 1852) ;
- formation professionnelle des enseignants (p. 1852).

Langues vivantes (initiation aux - dans les écoles) (p. 1852).

Loi d'orientation pour l'éducation nationale (p. 1852).

Missions de l'éducation nationale (réflexions sur les) (p. 1853).

Zones d'éducation prioritaires (p. 1852).

Education nationale, jeunesse et sports. - Enseignement supérieur. - Vote des crédits [7 novembre 1988] :

Après l'article 67 : contre l'amendement n° 67 de M. François Bayrou (mise en œuvre d'une expérimentation d'autonomie de gestion dans l'université pour la rentrée 1989-1990) (p. 1906).

Solidarité, santé et protection sociale. - Examen du fascicule [14 novembre 1988] :

Famille :

- financement des prestations familiales (p. 2178).

Hopitaux :

- secteur public (p. 2179).

Personnels de santé :

- médecins (p. 2179).

Personnes âgées :

- assurance-vieillesse (p. 2180) ;
 - curatelle d'Etat (p. 2178) ;
 - humanisation des hospices (p. 2179) ;
 - maintien à domicile (p. 2178, 2179) ;
 - retraités (situation des) (p. 2179, 2180).
- « Plan Séguin » (p. 2177, 2178).

Revenu minimum d'insertion :

- institution du revenu minimum d'insertion (p. 2177, 2178).

Santé :

- Sida (lutte contre le) (p. 2179).

Recherche et technologie. - Examen du fascicule. Rapporteur pour avis [15 novembre 1988] :

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) (p. 2264).

Budget civil de la recherche et du développement (B.C.R.D.) et effort budgétaire de recherche et de développement (E.B.R.D.) (p. 2264).

Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) et grands programmes spatiaux européens (p. 2264).

Crédit-impôt recherche (p. 2265).

Crédits de la recherche (évolution des) (p. 2264, 2265).

Emplois scientifiques :

- chercheurs (mobilité et répartition des) (p. 2265) ;
- chercheurs (carrière, revenus et allocation de recherche) (p. 2264) ;
- chercheurs étrangers (p. 2264) ;
- effectifs et créations d'emplois (p. 2264) ;
- ingénieurs, techniciens et administratifs (I.T.A.) (emplois d') (p. 2264).

Fonds de recherche et de technologie (F.R.T.) (p. 2264).

Programmation de la recherche (p. 2264, 2265).

Programmes européens (programme-cadre communautaire, Eurêka) (p. 2265).

Recherche industrielle (p. 2265).